L’offensive turque contre les Kurdes : enjeux et questions

Le 6 octobre 2019 marque le laissez-passer turc en Syrie, avec le retrait des forces armées américaines qui se situaient dans les villes frontalières avec la Turquie. Appelée « Opération Source de Paix », cette dernière ne correspond en rien à son nom puisqu’il s’agit de l’invasion des Kurdes en Syrie par les forces turques. Les forces du président turc Erdogan se sont en effet emparées d’une zone frontalière allant jusqu’à 30 km dans les terres syriennes.

Cette invasion dénoncée par l’ONU fait réagir le monde ; des historiens, sociologues, écrivains et politistes essayent tant bien que mal de comprendre cette situation et en appellent à l’Europe pour y mettre un terme. La première des quatre tribunes, publiée par *Le Monde* le 18 octobre 2019, est rédigée par un collectif dont Roberto Saviano, Svetlana Alexievitch, Fernando Aramburu ou encore Marc Augé. La deuxième tribune (*Le Monde* du 11 octobre) est écrite par Hamit Bozarslan, historien et politologue spécialisé dans les questions du Moyen-orient, qui dénonce ici le retrait des forces américaines à la frontière turco-syrienne. La troisième tribune (*Le Monde* du 10 octobre) fait aussi appel à l’Europe et est rédigée par Bernard-Henri Lévy, écrivain, éditeur et philosophe qui appartient au conseil de surveillance du *Monde*. La quatrième et dernière tribune (*Le Monde* du 11 octobre) est le fruit du travail d’Ahmet Insel, économiste et politiste turc qui considère que cette « Opération Source de Paix » relève de la politique intérieure du pays.

La première et la troisième tribune, initialement rédigées par un collectif et par Bernard-Henri Lévy, en appellent toutes deux à l’Europe. Dans la première tribune, le collectif explique que l’Etat turc bafoue la vérité et justifie « le carnage kurde » comme une nécessité pour protéger son peuple du terrorisme. L’Europe apparait comme le seul interlocuteur à qui la Syrie peut se référer face à la trahison d’Erdogan. L’Europe est d’autant plus concernée que les armes que les Kurdes turcs utilisent sont fabriquées et vendues par elle. De plus, les Turcs sont les seuls à combattre Daesh, et retiennent des djihadistes et des migrants syriens grâce à l’argent de l’Europe. Cette dernière doit donc être vue comme une

entité politique, économique, territoriale et culturelle. Dans la troisième tribune, Bernard-Henri Lévy relève que la Syrie est soutenue par la France, dont son président Emmanuel Macron a reçu une délégation syrienne juste avant l'attaque. Dans sa tribune, Bernard-Henri Lévy dresse le portrait de la situation tendue entre la Turquie et la Syrie, et dénonce le retrait des forces américaines, car il décrit l'action du président turc comme un cas de figure catastrophique, un peuple libre est attaqué par un pays membre de l'ONU.

Bernard-Henri Lévy finit par poser des questions directes à l'Europe, et demande si nous allons rester spectateurs face à cette invasion de la Syrie.

Cette situation est dûe à l'action insensée du président américain Donald Trump qui a annoncé le retrait de ses forces armées le 6 octobre à l'encontre de l'avis du Pentagone (ministère de la Défense) et des membres du Congrès américain. Dans la deuxième tribune, Hamit Bozarslan s'efforce d'analyser cette situation et la qualifie de « capitulation » devant la Turquie, une anti-démocratie inquiétante du 21ème siècle. Cette trahison américaine n'est pas légère en conséquence, car pour les Etats-Unis, cela se caractérise par la paralysie des institutions biséculaires par l'exécutif et par l'ignorance du Pentagone et du Congrès. Cette invasion n'est pas profitable qu'aux Turcs, elle sert également les intérêts russes et iraniens, car elle montre que les forces syriennes de la région ne peuvent remettre leur sécurité que dans les mains des démocraties occidentales car elles incarnent « la diplomatie milicienne » et « une politique prédatrice ».

Pillée, « nettoyée » et « vidée » de ses richesses par les forces kurdes de Turquie, la ville d'Afrin, située au nord-ouest du pays à valeur d'exemple. Cet acte avait déjà été dénoncé par l'ONU et Amnesty International entre fin 2017 et début 2018, les grandes puissances étaient restées spectatrices sous l'avancement de « l'erdoganisme » en Syrie, qui s'apparente donc à la conquête sauvage de ces villes.

La quatrième tribune rédigée par Ahmet Insel nous permet de comprendre les raisons intérieures de l'intervention en Syrie. Au cours des 3 dernières années, la Turquie a contrôlé deux zones importantes en Syrie, Al-Bab depuis août 2016 et Afrin depuis janvier 2018. Depuis l'annonce de Trump du 6 octobre, les Kurdes turcs contrôlent deux villes de plus. Le but publiquement affiché d'Erdogan est de contrôler un territoire de 30 km.

La présence militaire turque est très marquée dans le nord de la Syrie. Pour la Turquie il ne s'agit pas seulement de chasser les forces terroristes mais en réalité de diviser les cantons kurdes pour pouvoir évincer ses habitants et ainsi y loger les 2 millions d'immigrés syriens. Cette installation des immigrés pourrait créer une instabilité dans le pays et aggraver le conflit kurde en Turquie. L'Europe jusque-là spectatrice est néanmoins sous pression turque, qui possède deux moyens de chantage avec les Européens : les réfugiés et les djihadistes.

Ainsi, l'Europe va-t-elle décider de passer sur le devant de la scène, ou va-t-elle laisser les forces iraniennes aider la Syrie ?

La provocation, inédite de la part d'un pays membre de l'ONU, ne peut rester sans réponse ferme et unie de la part de l'Europe qui doit affirmer sans retenue son autorité et son influence. Une défaillance de sa part pourrait être interprétée au mieux comme une incompétence, au pire comme une capitulation face à l'une des anti-démocraties les plus prédominantes du 21ème siècle.

Donatien Géry (TES1), le mardi 12 novembre 2019